

## GAZETTE DES TRIBUNAUX

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

BUREAUX:

RUE HARLAY-DU-PALAIS, 2,  
au coin du quai de l'Horloge,  
à Paris.

(Les lettres doivent être affranchies.)

## Sommaire.

**JUSTICE CIVILE.** — *Cour impériale de Paris (2<sup>e</sup> chambre):* Revente sur folle enchère; excédant de prix; impenses et améliorations; plus-value; droit des constructeurs. — *Tribunal civil de la Seine (1<sup>re</sup> ch.):* Demande en nullité d'une donation; démence et imbecillité sénile de la donatrice antérieures à l'interdiction (articles 901 et 503 du Code Napoléon). — Acquisition d'un immeuble en commun; usufruit constitué au profit du survivant; interprétation de la clause constitutive de cet usufruit. — *Tribunal de commerce de la Seine:* Mise en société d'un immeuble; exagération de l'apport; nullité de la société; le domaine de Cerneek en Esclavonie.

**JUSTICE CRIMINELLE.** — *Cour de cassation (ch. criminelle):* Bulletin: Propriété littéraire et artistique; contrefaçon; dépôt; mise en vente; confiscation. — *Cour impériale de Paris (ch. correct.):* La brochure des *Vrais et faux catholiques*; attaques contre la liberté des cultes; apologie de faits qualifiés crimes et délits. — *Cour d'assises:* Meurtre commis par un réfugié italien.

**JUSTICE ADMINISTRATIVE.** — *Conseil d'Etat:* Conflit négatif; caractères constitutifs.

**NOMINATIONS JUDICIAIRES.**

**CHRONIQUE.**

## JUSTICE CIVILE

COUR IMPÉRIALE DE PARIS (2<sup>e</sup> ch.).

Présidence de M. Eugène Lamy.

Audience du 4 mars.

REVENTE SUR FOLLE ENCHÈRE. — EXCÉDANT DE PRIX. — IMPENSES ET AMÉLIORATIONS. — PLUS-VALUE. — DROITS DES CONSTRUCTEURS.

En cas de revente sur folle-enchère, l'excédant de prix provenant des travaux et améliorations commandés par le fol-enchérisseur appartient, jusqu'à concurrence de la plus-value en résultant, aux fournisseurs et constructeurs non payés, à l'exclusion du vendeur et de ses créanciers. (Articles 555 du Code Napoléon, 740 du Code de procédure civile.)

Par jugement de l'audience des criées du 15 juin 1853, le sieur Buttoult s'est rendu adjudicataire, moyennant 17,050 fr., d'une maison sise à Paris, rue Travers-Saint-Germain, 25, saisie sur la veuve Chamouillet.

Avant d'avoir payé aucune partie de son prix, Buttoult a refusé dans cette maison des travaux, avec une condamnation de 24,486 fr. et prirent sur l'immeuble une inscription d'hypothèque judiciaire. Mais déjà des poursuites de revente sur folle-enchère étaient commencées contre Buttoult, et, malgré une opposition à ces poursuites, tentée par les sieurs Merle et consorts, créanciers du prix des travaux, cette revente eut lieu à l'audience des criées, moyennant le prix de 50,100 fr.

Après avoir formé une saisie-arrest entre les mains du sieur Bailly, adjudicataire, Merle et consorts formèrent tant contre la veuve Chamouillet, partie saisie, que contre les créanciers inscrits, une demande afin d'attribution à leur profit, sur le prix de la dernière adjudication, de la somme de 13,050 fr., montant de la plus-value résultant des travaux par eux exécutés, sur les ordres de Buttoult, fol-enchérisseur.

Sur cette demande, et après une expertise judiciaire, le tribunal civil de la Seine a rendu, le 22 mai 1856, le jugement suivant, qui résume les moyens de droit respectivement invoqués :

« En ce qui touche la demande de Merle et consorts :  
« Attendu, en fait, qu'il est suffisamment constaté par l'expert Perrio, que cet excédant de 13,050 fr. a été produit en totalité par la plus-value qu'ont donnée à la maison les travaux et fournitures de Merle et consorts, pendant la possession de Buttoult, premier adjudicataire;  
« Qu'il résulte même dudit rapport, qu'il a été fait des réparations importantes dans ladite maison;  
« Attendu, en droit, que si la revente sur folle-enchère opère la résolution du droit de propriété qui avait appartenu au premier adjudicataire, il est incontestable aussi que nul ne peut s'enrichir aux dépens d'autrui;  
« Que cette règle d'équité, écrite dans la loi romaine, a été reproduite par diverses dispositions du Code Napoléon, et notamment par l'art. 555, qui l'a même appliquée au profit des constructeurs réputés de mauvaise foi; qu'en effet, dans ce cas, le propriétaire est tenu de lui rendre les matériaux apportés sur l'immeuble, ou, s'il les conserve, de lui en payer le prix, ainsi que le prix de la main-d'œuvre;

« Attendu que, dans l'espèce, la veuve Chamouillet et ses créanciers hypothécaires, parmi lesquels figurait Louchet, ont parfaitement connu les travaux exécutés par Merle et consorts, et qu'à supposer qu'ils aient un juste motif pour mettre en doute, dans le sens de la loi, la bonne foi de Buttoult, tiers détenteur, par l'ordre duquel Merle et consorts ont travaillé et fourni, ils n'ont pas déclaré vouloir user du droit de faire enlever par eux-ci les matériaux et fournitures, aux termes de l'article 555; qu'ils ont au contraire fait vendre l'immeuble avec lesdits travaux et fournitures des constructeurs;

« Que Bailly, deuxième adjudicataire, a acquis l'immeuble et entend le conserver en cet état, et qu'il en a déjà offert le prix intégral;  
« Attendu dès lors que la reprise de ces objets n'étant plus possible aujourd'hui pour Buttoult et ses ayants-cause, du consentement et par la volonté du propriétaire et de Louchet, preneurs la plus-value qui en est résultée;  
« Que d'ailleurs lesdits travaux représentent pour partie un vilage en ce point;

« Que Merle et consorts restent à découvrir d'une autre somme excédant 14,000 fr., et que Louchet n'a pas pu raisonnablement compter sur une augmentation de gage qui n'a pas été fournie par sa débiteur;

« Attendu que Louchet objecte à tort les dispositions de l'article 740 du Code de procédure civile et la clause du cahier des charges, conforme audit article, portant que si la revente sur folle-enchère produit un excédant de prix, il n'appartient qu'au fol-enchérisseur, mais au vendeur ou à ses créanciers;

« Qu'en effet, il suit des considérations qui précèdent, que la réclamation des entrepreneurs a son principe, non pas dans

la première adjudication réglée par le cahier des charges, mais dans le quasi-contrat résultant des travaux faits postérieurement, et que d'un autre côté, il serait permis de dire que la loi spéciale de procédure a statué pour le cas le plus ordinaire, celui où l'excédant n'aurait pour cause que l'augmentation fortuite survenue dans les immeubles de même nature ou résultant de la chance des enchères;

« Attendu enfin que l'objection tirée de ce que Merle et consorts n'ont pas requis une inscription de privilège aux termes de l'article 2103 du Code Napoléon, n'est pas mieux fondée; qu'ils subissent la seule conséquence qu'ils puissent l'atteindre par suite de l'accomplissement de cette formalité, en perdant une partie de leur créance, mais que le droit à la plus-value leur appartient à un autre titre, ainsi qu'il vient d'être établi; qu'au surplus, cette objection relèverait encore la prépondérance en ce qu'elle reconnaît surabondamment dans la main de Merle et consorts l'existence d'un droit de créance qui aurait pu devenir privilégié par l'effet de l'inscription;

« Par ces motifs, fait attribution à Merle et consorts de la somme de 13,050 fr. qui sera prélevée à leur profit, et en déduction de leur créance contre Buttoult, sur le prix offert par Bailly, avec les intérêts que ladite somme a pu produire, etc. »

Appel.

Devant la Cour, Me Crépon, dans l'intérêt du sieur Louchet, appelant, a développé les arguments tirés de l'article 740 du Code de procédure civile, de la clause conforme du cahier d'enchères, du droit des créanciers hypothécaires sur toutes les améliorations survenues à l'immeuble hypothéqué, et de l'impossibilité légale de reconnaître en faveur des constructeurs un privilège en dehors des règles établies par l'article 2103 du Code Napoléon. Suivant le défenseur, les arguments tirés de l'article 555 du Code Napoléon, sont sans application en présence des droits hypothécaires acquis aux créanciers du vendeur; en effet, les constructeurs ne peuvent exercer d'autres droits que ceux de Buttoult, leur débiteur. Or, par suite de la folle-enchère, la possession de celui-ci est entachée de mauvaise foi, et n'a pu produire aucun effet à son profit; non seulement le droit du fol-enchérisseur est résolu, mais il est complètement effacé, au point que, s'il a possédé, c'est pour la veuve Chamouillet, restée propriétaire; s'il a fait des travaux, ils se sont incorporés à la chose du propriétaire, et sont devenus le gage hypothécaire des créanciers inscrits.

Me Auvillain, pour les sieurs Merle et consorts, a reproduit les objections admises par la sentence, et invoqué un arrêt de cette chambre rendu à la date du 26 juin 1851, et suivi d'un arrêt de rejet du 14 avril 1852. (V. *Gazette des Tribunaux* du 2 juillet 1851.)

La Cour, sur les conclusions conformes de M. Lévesque, avocat-général, a confirmé purement et simplement la décision des premiers juges.

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (1<sup>re</sup> ch.).

Présidence de M. Benoît-Champy.

Audiences des 24 février et 3 mars.

DEMANDE EN NULLITÉ D'UNE DONATION. — DÉMENCE ET IMBECILLITÉ SÉNILE DE LA DONATRICE ANTÉRIEURES À L'INTERDICTION (ARTICLES 901 ET 503 DU CODE NAPOLEON).

Nous avons déjà fait connaître (voir la *Gazette des Tribunaux* des 15 et 16 juin 1857) les circonstances générales de ce procès, en rendant compte des débats à la suite desquels le Tribunal a autorisé M<sup>me</sup> veuve Habeneck à faire la preuve des faits qu'elle articulait, pour établir que M<sup>me</sup> veuve Sieber, sa mère, au moment où elle consentait au profit de M. Adrien Sieber, son fils, la donation dont la nullité est demandée, était dans un état de démence sénile, qui la rendait incapable de faire un acte de cette importance.

L'enquête et la contre-enquête prescrites par le jugement du 12 juin ont été faites, et c'est sur le résultat que ces actes d'instruction ont produit, que la discussion était reprise devant le Tribunal.

M<sup>me</sup> Faverie, avocat de M<sup>me</sup> Habeneck, rappelle au Tribunal, qu'à la suite du décès de M. Sieber père, arrivé en 1847, les facultés mentales de M<sup>me</sup> veuve Sieber ont subi quelques altérations, qui ont débuté par des absences de mémoire, par des excentricités peu graves d'abord, et qu'on mettait sur le compte de son grand âge, par des hallucinations dont la gravité et la fréquence ont été en s'augmentant jusqu'en 1853, époque à laquelle ces hallucinations sont devenues à peu près un état constant, et ont constitué une démence sénile très caractérisée.

L'avocat rappelle aussi, qu'en juillet 1856, un conseil de famille avait été d'avis de l'interdiction de M<sup>me</sup> veuve Sieber, que cette dame avait subi un interrogatoire, dont il donne lecture au Tribunal, et que nous avons reproduit dans les premiers débats; interrogatoire qui, à la date du 2 août suivant, motivait un jugement qui prononçait l'interdiction de M<sup>me</sup> Sieber. Deux jours après, M<sup>me</sup> Sieber décédait à Passy, et c'est à l'occasion des opérations de liquidation que le procès actuel a été engagé.

La question principale du débat est dans la combinaison des articles 901 et 503 du Code Napoléon. En effet, la donation dont la nullité est demandée est du 24 juin 1853, c'est-à-dire antérieure de deux années aux poursuites et au jugement d'interdiction. Il s'agissait de savoir si les actes de démence qui ont motivé cette mesure de rigueur existaient déjà antérieurement à la donation et au moment où elle a été faite, et si les effets de ce jugement devaient rétroagir jusqu'à ce moment.

L'enquête à laquelle il a été procédé, dit M<sup>me</sup> Faverie, vous dira ce qu'a été M<sup>me</sup> veuve Sieber de 1853 à 1856, et le procès dont vous êtes saisis vous fera connaître ce qu'on lui a fait faire entre ces deux dates. M<sup>me</sup> Habeneck a, pendant deux ans, ignoré la donation faite au profit de son frère, et c'est le hasard qui la lui a révélée en 1856 seulement. A la même époque, elle apprenait que M. Sieber se faisait donner par sa mère une procuration pour toucher 3,000 fr., et elle prenait immédiatement les mesures extrajudiciaires nécessaires pour arrêter l'effet de cet acte.

Elle avait résisté jusque-là aux conseils pressants qu'elle recevait de toutes parts, et elle s'était constamment refusée à provoquer les mesures d'interdiction que l'état de sa mère rendait depuis si longtemps nécessaires. Elle la plaignait, elle gémissait sur son état, et, dans sa douleur respectueuse, elle attendait la fin naturelle et prochaine de cette vie depuis si longtemps privée d'intelligence et de raison.

Mais, en présence des deux actes que je viens de rappeler, et qui attestent l'abus qu'on avait fait, en faisant craindre celui qu'on pourrait faire encore de l'état de démence de sa mère, elle comprit enfin que le respect filial ne devait pas aller jusqu'à sacrifier les intérêts de ses propres enfants : elle se dé-

cida à agir et à provoquer une interdiction devenue indispensable.

L'enquête dont je vais donner lecture établit l'état mental de M<sup>me</sup> veuve Sieber pendant deux périodes qu'il importe de distinguer, c'est-à-dire postérieurement à la donation, et antérieurement à cet acte. Pour la première période, nous n'avons pas besoin de témoignages; il suffisait de l'interrogatoire subi en juillet 1856 et que je vous ai lu. Je ne veux retenir de ces témoignages qu'un seul fait, à savoir, que toutes les hallucinations, toutes les extravagances consignées dans cet interrogatoire sont rapportées par les témoins de la période antérieure à la donation. Ainsi, dès 1853, M<sup>me</sup> veuve Sieber, croyant habiter une maison du duc de Guiche, elle en parcourait les caves, les voyait remplies de bœufs nombreux. Elle parlait des diners qu'elle faisait chez l'Empereur; des choux et du petit-salé qu'elle y apportait pour ne pas lui être à charge. Déjà, à cette époque, elle voyait des trous partout, et mille autres choses puériles que l'interrogatoire vous a révélées.

Si donc, dès 1853, et quand ces folies existaient déjà, on vous avait demandé l'interdiction de M<sup>me</sup> Sieber, vous l'auriez prononcée, comme vous l'avez fait en 1856. Que serait devenue, je le demande, la donation de 1853?

M<sup>me</sup> Faverie donne lecture des déclarations faites par les 34 témoins de l'enquête. Nous ne reproduisons que quelques passages de certains témoins sur l'état antérieur à la donation de juin 1853.

La demoiselle Maillois, blanchisseuse :

« J'ai été locataire de la veuve Sieber à partir du 26 ou 27 mai 1854. La dame Sieber était très âgée; nous eûmes bientôt occasion de reconnaître, ma mère et moi, qu'elle était en enfance et n'avait pas sa raison. Elle avait des hallucinations; elle disait que le menuisier faisait une porte dans la muraille de son jardin, et elle croyait le voir travailler, alors qu'il n'y avait personne devant elle.

« D'autres fois, elle croyait que des blanchisseuses, à qui elle avait loué un pavillon, étendaient du linge dans son jardin. Elle nous le montrait, en disant qu'elle voyait le linge et les cordes, et il n'y avait absolument rien de vrai dans tout cela.

« Un soir, la dame Sieber vint me remettre un paquet d'objets qu'elle me disait très intéressants; elle me pria de le remettre le lendemain chez M. Masson, homme d'affaires. Elle m'avait, au préalable, fait promettre de n'en parler à personne, pas même à ma mère... C'étaient des rognures de papiers et des mémoires de blanchisseuses coupés. Je les remis le lendemain chez le sieur Masson.

« Il était évident pour ma mère et pour moi qu'elle n'avait plus sa raison.... »

M<sup>me</sup> Leroy, tenant le bureau des omnibus de Chaillot :

« En octobre ou en novembre 1853, j'ai vu un soir M<sup>me</sup> Sieber adossée contre un mur près de notre bureau. Elle me dit qu'elle s'était égarée dans les Champs-Élysées, qu'un monsieur l'avait reconduite où elle était.... »

« Elle nous dit qu'elle demeurait maintenant chez le comte de Guiche, qui lui avait donné un pavillon dans son hôtel. Enfin, elle entra à cet égard dans une foule de divagations, pas de doute que la dame Sieber, que j'avais connue auparavant dans son bon sens, avait perdu la raison. »

Veuve Noël, femme de ménage :

« J'ai été au service de M<sup>me</sup> Sieber de mai 1854 à mars 1855.

« Pendant tout le temps que j'ai été chez M<sup>me</sup> Sieber, elle déraisonnait constamment. Elle croyait voir dans la maison des personnes qui n'existaient pas; d'autres fois elle me disait d'apprêter un fauteuil pour le duc de Guiche, qu'elle recevait à déjeuner. Je faisais semblant de préparer un fauteuil, et elle, de son côté, faisait des politesses, comme si elle recevait le duc de Guiche.

« Enfin, en toute occasion, la dame Sieber donnait des preuves d'hallucination. Elle prétendait qu'on la faisait coucher dans un lit qui n'était pas à elle. »

Virginie Grognet, blanchisseuse :

« De 1853 à 1854, j'ai habité la maison de la dame Sieber. Cette dame venait souvent chez moi. Elle se plaignait qu'on eût fait des trous dans la muraille de son jardin et que sa maison fût devenue un passage, ce qui n'était nullement fondé.

« D'autres fois, elle demandait du papier et des plumes pour écrire. Elle écrivait à côté du papier et tenait la plume à l'envers.

« Enfin, dans les conversations qu'avait avec moi la dame Sieber, elle disait souvent des choses déraisonnables, et mon opinion est que, lorsque j'ai habité chez elle, elle n'avait pas sa raison.

« Plusieurs fois, elle est venue me dire que j'avais un âne qui entrerait dans son salon. C'était notre chat.

« Un jour, elle ne voulut pas rentrer chez elle, disant que ce n'était pas son domicile. »

Femme Michel. « J'ai conduit plusieurs fois la dame Sieber chez le sieur Masson, son homme d'affaires.... »

« Le sieur Masson avait fini par me dire de ne pas l'amener chez lui, et, quand elle me chargerait de lettres pour lui, de ne pas les lui porter, parce qu'elle n'avait pas sa raison. »

« J'ai été témoin d'une foule de faits qui attestent que la dame Sieber n'avait plus sa raison. Tantôt, elle voyait un enfant assis à côté d'elle à table, qui faisait des ordures dans son assiette; tantôt, un homme dans le jardin.

« Un jour, j'en fis l'observation au sieur Sieber, son fils, qui me dit : « Que voulez-vous ? sa tête démente. »

« Elle disait qu'elle était logée chez le duc de Guiche; qu'elle ne voulait pas être ainsi chez lui pour rien; à quoi son fils me disait également : « Que voulez-vous ? elle est folle. »

« Tous ces faits se passaient dans le courant de l'année 1853, et il est constant pour moi qu'à cette époque, quoiqu'elle eût de bons moments, qui ne duraient pas beaucoup, la femme Sieber n'avait plus sa raison et l'exercice de ses facultés. »

M. Sieber proteste contre ces propos.

Le témoin. « Le sieur Sieber les a si bien tenus, que je me rappelle que le jour où il vint chez moi avec sa mère, il me dit : « Que voulez-vous ? la tête démente. » à l'occasion d'un propos déraisonnable qu'avait tenu la dame Sieber. Je lui répondis : « C'est possible, mais ça n'est pas une raison pour l'amener chez moi, parce que j'ai la peine de la reconduire. »

D'autres témoins déposent de propos semblables tenus par le défendeur. Nous ne croyons pas devoir insister sur les déclarations contre lesquelles le sieur Sieber a toujours protesté.

Plusieurs de ces témoins ont parlé des intervalles lucides qu'avait M<sup>me</sup> Sieber; mais ils ont ajouté qu'ils étaient extrêmement courts; que s'il lui arrivait de dire quelques paroles raisonnables, tout aussitôt elle retombait dans ses divagations.

Arrivant à la discussion de la contre-enquête, l'avocat en écarte les témoins qui ont soutenu d'une manière absolue que jamais, même au moment de son interdiction, M<sup>me</sup> Sieber n'avait perdu l'usage complet de ses facultés. Ces témoins, dit-il, ont montré trop de zèle et ne prouvent rien, parce qu'ils veulent trop prouver.

Les seules dépositions importantes et graves sont celles des deux notaires qui ont reçu la donation. L'avocat les discute en faisant remarquer que le notaire en second ne s'est enquis de rien, qu'il n'a rien dit, qu'il n'a rien écrit; qu'il n'a rien vu, qu'il n'a rien entendu; qu'il n'a rien remarqué pendant dix minutes, pendant lesquelles elle a dit peu de choses, parmi lesquelles il n'a rien remarqué qui dénotât un état de folie. Quant au notaire instrumentaire, il ne connaissait pas la donatrice, qui lui a été amenée par M. Masson, en qui il avait toute confiance; elle était assistée de M. Sieber fils et de M. Masson, dont le Tribunal connaît l'opinion sur l'état de M<sup>me</sup> Sieber, et il est évident que ce notaire, a été trompé par ceux-là même qui avaient intérêt à abuser de la facilité qu'il a montrée. Le notaire déclare que M<sup>me</sup> Sieber a signé avec peine, mais d'une manière satisfaisante. Or, ceci accuse une certaine légèreté dans la réception de cet acte d'une importance de 60,000 fr.; la donatrice a signé Sieber, au lieu de Sieber. Les dépositions des deux notaires se retrouveront, au surplus, dans la plaidoirie du défendeur.

M<sup>me</sup> Faverie, allant au-devant du système qui sera présenté par M. Sieber fils, établit que la dame Sieber n'avait aucun motif de faire un avantage à son fils, ni de rétablir entre lui et sa sœur, M<sup>me</sup> Habeneck, un équilibre qui, s'il avait été rompu, l'aurait été au profit du sieur Sieber fils, dont les mauvaises affaires avaient nécessité, depuis la mort de son père, des sacrifices incalculables de la part de M<sup>me</sup> Sieber.

M<sup>me</sup> Fontaine (de Metun), prend la parole pour M. Sieber fils :

Mon adversaire a très bien compris où est pour mon client la véritable question du procès. On reproche à M<sup>me</sup> Sieber d'avoir fait un acte déraisonnable, un acte de folie enfin, en consentant la donation qu'on veut faire annuler; et j'ai à vous démontrer que c'était un acte très raisonnable, parfaitement motivé par la situation de M. Sieber fils, un acte enfin des longtemps résolu et arrêté dans les intentions de celle qui l'a fait.

La situation de fortune de M. Sieber fils a été complètement dénaturée devant vous. Il a acquis le fonds d'édition de musique de son père en 1834, moyennant 40,000 fr.; mais, sur cette somme, il recevait 20,000 fr., qui forment l'équivalent de la dot reçue par sa sœur, M<sup>me</sup> Habeneck. Il ne devait donc que 20,000 fr., qui n'ont jamais été payés, il le reconnaît, et, à la mort de son père, il devait le rapport de 40,500 francs. Voilà sa position envers la succession de son père, en 1847.

Ses affaires n'avaient pas prospéré, et il se trouvait avec un passif de 68,000 fr. environ, et non pas de 87,000 fr., comme on vous l'a dit. Il fut mis en faillite; mais, comme c'est un honnête homme, il a pris des engagements avec ses créanciers; la faillite n'a pas tardé à être rapportée, et il a, par lui ou par des emprunts dont il est responsable, payé intégralement ses créanciers.

Il n'y a donc pas à lui reprocher d'avoir absorbé la plus grande partie de la succession; il a diminué la part qui lui reviendra, et c'est pour cela, et pour d'autres raisons que je vais dire, que sa mère lui a fait la donation qui nous occupe, et qui est la source de sa fortune.

M. Sieber aurait pu prétendre dans la succession de son père 30,000 fr. en toute propriété, et 30,000 fr. en usufruit, si les choses avaient été loyalement réglées; mais les conseils de M<sup>me</sup> Habeneck ne l'entendirent pas ainsi. Grâce à leurs combinaisons, ses prétentions furent réduites à 73,000 fr.; ce qui, au lieu de laisser dans ses mains, toutes dettes payées, un capital d'une vingtaine de mille francs, le constituait débiteur d'une somme de 4 ou 5,000 fr.

Et ce n'est pas tout. A la date du 17 février 1847, il abandonnait à sa mère tous ses droits successifs, moyennant une somme de 12,000 fr. Que M<sup>me</sup> Sieber ait payé ensuite pour son fils une somme de 20,000 fr., c'est possible; mais tout cela ne réparait pas la préjudice énorme éprouvé par M. Sieber dans les arrangements que je viens de rappeler, et c'est ce préjudice que M<sup>me</sup> Sieber a voulu compenser par la donation qu'elle a faite à son fils.

M<sup>me</sup> Fontaine établit ensuite que les revenus de M<sup>me</sup> Sieber étaient de 8,400 fr. environ, et non pas de 14,000 fr., comme on l'a dit. Sur cette somme, il fallait faire marcher la maison, payer les domestiques, nourrir la tribu de neveux et de nièces de la femme de confiance, la demoiselle Clotilde Crerlot, et c'était là une des choses qui avaient si justement exaspéré M. Sieber contre cette personne et contre son entourage.

M<sup>me</sup> Sieber, dit l'avocat, a toujours eu l'intention de faire ce qu'elle a fait. Des le mois d'avril 1857, elle écrivait la lettre que voici à son fils, dans laquelle elle lui disait d'être tranquille sur son avenir, qu'elle saurait y pourvoir. En mai 1854, le sieur Masson transmettait au sieur Sieber l'annonce que sa mère songeait à réaliser ce qu'elle lui avait promis. Les témoins de la contre-enquête ont parlé des confidences par eux reçues sur ce point important, et les mêmes intentions ont été nettement formulées devant les deux notaires qui ont reçu l'acte. Enfin, nous retrouvons la même pensée exprimée dans l'interrogatoire même, subi avant l'interdiction.

J'ai donc établi, ajoute M<sup>me</sup> Fontaine, la raison d'être de la donation. J'arrive maintenant à l'examen de l'enquête et de la contre-enquête. Beaucoup de témoins de l'enquête sont insignifiants en ce qu'ils déposent de faits postérieurs à la donation. Quelques autres leur sont contraires et, parmi eux, figurent les Crerlot, qui marchent à la suite de leur tante, la dame Clotilde, l'agent, le surveillant des intérêts de la dame Habeneck. Cependant ces témoins eux-mêmes ont déposé avec des corrections; ils n'ont pas pu faire autrement que de constater que la dame Sieber avait des instants de calme et de lucidité.

M<sup>me</sup> Fontaine lit ces déclarations, et invoquant les principes posés par le Tribunal et adoptés par la Cour dans l'affaire du testament de M. de Girardin, il soutient que cela suffit pour faire maintenir la donation de 1854.

L'avocat passe ensuite aux dépositions des 18 témoins de la contre-enquête, en commençant par repousser les reproches de légèreté et de complaisance qui leur ont été adressés par son adversaire.

Les plus importantes de ces dépositions, celles des notaires, sont ainsi conçues :

Voici la première :

« A l'époque du 24 juin 1854, je fus appelé par mon confrère X... pour l'assister comme notaire en second dans un acte de donation qu'il devait dresser. Je ne connaissais aucunement la personne qui devait faire cet acte. M<sup>me</sup> X... me dit que son identité lui avait été affirmée par un de ses clients ou amis; cette personne était âgée. La circonstance qu'elle ne m'était pas connue ajoutait à la nécessité pour moi de bien m'assurer de ses intentions. Elle fit connaître à M<sup>me</sup> X... et à moi qu'elle désirait donner la nue-propriété d'une portion de sa succession à son fils qu'elle voulait avantager. Ce fils était présent dans l'étude.

« La dame Sieber n'a rien dit devant nous qui ait pu nous faire supposer qu'elle n'eût pas sa raison. Ses réponses, au contraire, n'élevaient pas de doute dans notre esprit; car M<sup>me</sup> X... ni moi n'aurions consenti à être les instruments d'un acte que nous aurions cru entaché de surprise.

« Je demandai à la dame Sieber pourquoi elle donnait ainsi son bien à son fils; autant que mes souvenirs peuvent être pré-







usage. Cependant dans un second interrogatoire, subi quelques jours après, il a déclaré qu'il avait trouvé cette arme quatre jours auparavant sur le bord de la mer. Natali avait tellement la conscience de ses actions, qu'il n'est revenu sur le lieu de la scène qu'après s'être rappelé qu'il était porteur de cette arme; il en a frappé Roch Poggi avec lequel il avait échangé des coups de poing; il a poursuivi le pilote Santelli dont il avait également à se plaindre; il a frappé Hyacinthe Ceconi, parce qu'il aurait pu l'empêcher d'accomplir sa vengeance, et le douanier Poli, parce qu'il a craint d'être arrêté par lui; de même, il a cherché à frapper tous ceux qu'il a rencontrés sur son passage. C'est donc en vain que Natali s'est efforcé de diminuer l'horreur qui s'attache à ses crimes en les attribuant à un état d'ivresse que tout dément.

Quelques témoins qui, sans doute, n'ont pu suivre toutes les phases de ce drame, ont représenté l'infortuné Roch Poggi et le pilote Santelli, qui est âgé de soixante-dix ans, comme ayant pris une attitude agressive vis-à-vis de Natali, qu'ils ont cependant délivré des mains de M. de Mure; mais ceux qui ont assisté à la scène des le commencement, notamment le préposé Erminy et le parrain Hemusini, ont pu affirmer avec plus de précision que l'infortuné Roch Poggi et le pilote Santelli n'ont frappé Natali qu'après avoir été eux-mêmes l'objet des violences de cet homme, dont la haute stature et les forces physiques étaient bien supérieures aux leurs.

En recherchant les antécédents de l'infortuné Natali, la justice a pu acquiescer la preuve que ce grand criminel est un de ces êtres féroces qui, semblables aux brutes, ne connaissent aucun frein, parce que tous les bons instincts ont été étouffés en eux par le vice et la démoralisation. Expulsé de son pays après y avoir subi une condamnation à trois années d'emprisonnement, pour crime de blessures graves ayant occasionné l'avortement d'une femme marquée qui était sa concubine; soupçonné même, a-t-il dit, avec le témoin Théodore Caradla, sa compatriote, d'avoir fait périr son père, sa mère, ainsi que ses frères et sœurs, en mettant le feu à leur habitation, il y a de cela cinq ans environ, il est venu se fixer à Bastia, refuge ordinaire des repris de justice de l'Italie; et y a épousé une jeune femme à laquelle il n'a cessé de faire subir les plus mauvais traitements, au point que la justice dut intervenir et lui faire subir une détention préventive de plusieurs jours. Tel est l'homme qui, dans la journée du 31 octobre dernier, a répandu le deuil et la consternation au sein de notre ville.

Le meurtre dont il s'est rendu coupable sur l'infortuné Roch Poggi a été précédé d'une tentative de meurtre bien caractérisée sur la personne du sieur Hyacinthe Ceconi, et suivie d'une autre tentative de meurtre sur le sieur Xavier Poli. La nature de l'arme, la direction et la violence des coups ne permettent pas de douter que son intention n'ait été de le frapper à mort, dans le double but d'arriver à la perpétration du meurtre et d'assurer sa fuite.

Tels sont les faits reprochés à l'accusé Natali. L'accusation a été soutenue avec force par M. l'avocat-général de Casabianca, qui a rappelé aux jurés la nécessité d'une condamnation sévère, afin d'effrayer les étrangers repris de justice que l'Italie nous envoie.

La défense a été présentée par M. Farinole et Gentile, défenseurs nommés d'office.

M. le président résume ensuite les débats avec autant de clarté que d'impartialité.

Déclaré coupable sur toutes les questions, mais avec des circonstances atténuantes, Natali a été condamné aux travaux forcés à perpétuité.

## JUSTICE ADMINISTRATIVE

### CONSEIL D'ÉTAT (en audience)

Présidence de M. Boudet, président de la section du contentieux.

Audiences des 5 et 19 février; — approbation impériale du 18 février.

### CONFLIT NÉGATIF. — CARACTÈRES CONSTITUTIFS.

Pour qu'il y ait conflit négatif, il faut que, dans le même litige, il y ait deux demandes en litige entre les mêmes parties et sur le même intérêt, les Tribunaux de l'ordre judiciaire et de l'ordre administratif se soient effectivement déclarés incompétents.

Les parties ne sont pas les mêmes, lorsqu'ayant assigné deux parties devant l'autorité judiciaire, on n'en assigne qu'une devant l'autorité administrative, et qu'on demande à voir un prétendu conflit négatif entre le demandeur et la partie qu'il a négligé d'appeler devant l'autorité administrative.

Voici dans quelles circonstances est intervenu cette décision :

Le sieur Dombres est propriétaire d'une maison située le long du canal de Lagau, qui traverse la ville de Nîmes; le propriétaire de la rive opposée, le sieur Bouzanquet a demandé à la ville l'autorisation de couvrir ce canal, et cette autorisation lui a été donnée; mais le sieur Dombres, dont la maison était louée à un teinturier qui puisait au canal de Lagau les eaux nécessaires à son industrie, a demandé la discontinuation des travaux et subsidiairement des dommages-intérêts tant contre le sieur Bouzanquet que contre la ville de Nîmes.

Le Tribunal de cette ville s'est déclaré incompétent, parce qu'il s'agissait à ses yeux d'un travail d'utilité publique.

En présence de ce jugement, le sieur Dombres assigne la ville de Nîmes seule devant le conseil de préfecture, qui déclare qu'à défaut d'approbation régulière, le travail de couverture du canal de Lagau n'est pas un travail public communal.

Dans cet état, le sieur Dombres, changeant d'adversaire et reprenant le litige avec le sieur Bouzanquet, qu'il avait maintenu au Conseil d'Etat d'ordonner le renvoi de la cause, d'entre lui et le sieur Bouzanquet devant l'autorité judiciaire, sans parler cette fois de la ville de Nîmes.

Le recours a été déclaré mal fondé par le décret suivant :

Napoléon, etc.; Vu l'ordonnance royale du 12 décembre 1821; Vu les articles 1<sup>er</sup> et 47 du décret du 15 janvier 1832;

Qu'il Charles Robert, maître des requêtes, en son rapport, a déclaré, au nom du sieur Dombres, et M. Mathieu-Lavenay, au nom du sieur Bouzanquet, en leurs observations;

Considérant, en ses conclusions; Que le sieur Dombres avait assigné le sieur Bouzanquet et la ville de Nîmes devant le Tribunal de première instance de la ville de Nîmes, pour s'entendre condamner à la réparation des travaux entrepris pour couvrir le canal de Lagau; et subsidiairement à lui payer solidairement la somme de 10,000 fr. à titre de dommages-intérêts, pour réparation du préjudice qu'il souffrirait si le canal de Lagau était couvert au droit de sa maison; que, par le jugement du 14 juin 1854, le Tribunal s'est déclaré incompétent pour statuer sur cette contestation, en se fondant sur ce que les travaux faits par le sieur Bouzanquet pour couvrir le canal de Lagau, auraient le caractère de travaux publics.

Qu'à la suite de ce jugement, le sieur Dombres a formé devant le conseil de préfecture du département du Gard une demande tendante à ce qu'elle

fût condamnée à lui payer une indemnité de 6,000 fr. pour la réparation du dommage causé par les mêmes travaux; que le conseil de préfecture, par l'arrêt ci-dessus visé du 18 mai 1855, s'est déclaré incompétent pour connaître de cette demande, par le motif que, lesdits travaux ayant été faits sans autorisation régulière, ne pouvaient être considérés comme des travaux communaux d'utilité publique;

Considérant que le recours du sieur Dombres a pour objet de faire régler entre lui et le sieur Bouzanquet, le conflit négatif qui résulterait du jugement et de l'arrêt précités;

Considérant que le sieur Bouzanquet n'était pas en cause devant le conseil de préfecture; qu'ainsi les déclarations d'incompétence faites par l'autorité judiciaire et par l'autorité administrative dans le jugement et dans l'arrêt précités, n'ont pas porté sur le même litige, et que, dès lors, la contestation pendante entre le sieur Dombres et le sieur Bouzanquet n'a donné lieu à aucun conflit négatif;

Art. 1<sup>er</sup>. La requête du sieur Dombres est rejetée;

Art. 2. Le sieur Dombres est condamné aux dépens.

## NOMINATIONS JUDICIAIRES.

Par décret impérial, en date du 17 mars, sont nommés :

Juges de paix :

Du canton de Champagnac-de-Belair, arrondissement de Nontron (Dordogne), M. Jean Dupeyrat, en remplacement de M. Albin, qui a été nommé juge de paix à Libourne; — Du canton de Neuilly-en-Thel, arrondissement de Sens (Yonne), M. Cardot, suppléant du juge de paix de Creil, licencié en droit, en remplacement de M. Toullotte, qui a été nommé juge de paix de Vailly; — Du canton de Ferrière, arrondissement d'Altkirch (Haut-Rhin), M. Kreutzer, suppléant du juge de paix de Dammarié, en remplacement de M. Kloeckler, décédé; — Du canton de Charolles, arrondissement de ce nom (Saône-et-Loire), M. Juillet, juge de paix de Pierre, en remplacement de M. Chapuis, admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite (loi du 9 juin 1853, art. 18, § 3); — Du canton d'Ault, arrondissement d'Abbeville (Somme), M. Ducarroy, juge de paix de Marie, en remplacement de M. Leporez, nommé juge de paix de ce dernier canton; — Du canton de Marle, arrondissement de Laon (Aisne), M. L. Porez, juge de paix d'Ault, en remplacement de M. Ducarroy, nommé juge de paix de ce dernier canton; — Du canton de Castres, arrondissement de ce nom (Tarn), M. Belot, juge de paix de Vielmur, en remplacement de M. Nairal, décédé; — Du canton (est) d'Auxerre, arrondissement de ce nom (Yonne), M. Chevillot, juge de paix de Coulanges-la-Vineuse, en remplacement de M. Lebout, qui a été nommé juge au Tribunal de première instance de Clamecy; — Du canton de Bléneau, arrondissement de Joigny (Yonne), M. Antoine Dupoux, en remplacement de M. Doucet, démissionnaire.

Suppléants de juges de paix :

Du canton de Saverdun, arrondissement de Pamiers (Ariège), M. Louis-Anne-Alexandre-Jean-Pierre-Emanuel Marimor, conseiller municipal; — Du canton nord de Castelnaudary, arrondissement de ce nom (Aude), M. Antoine-Raymond-Edouard Carman, conseiller municipal; — Du canton de la Guiole, arrondissement d'Espalion (Aveyron), M. Jean-Pierre-Alexandre Baduel, maire d'Oustrac, membre du conseil général; — Du canton des Saintes-Maries, arrondissement de Tarascon (Bouches-du-Rhône), M. Elzéard-Célestin Damgas; — Du canton de Vic-sur-Cer, arrondissement d'Aurillac (Cantal), M. Félix-Antoine Cavaroc, en remplacement de M. Charenne; — Du canton de Cognac, arrondissement de ce nom (Charente), M. Pierre-Jean-Alfred Mercier, avocat; — Du canton de Thiberville, arrondissement de Bernay (Eure), M. Désiré Courel, maire de Piencourt; — Du canton de Boulogne, arrondissement de Saint-Gaudens (Haute-Garonne), M. Eliacin de Monès; — Du canton de Castelmoron, arrondissement de Marmande (Lot-et-Garonne), M. Emile de Gervain, maire de Vertueil; — Du canton de Champ-tocaux, arrondissement de Beaupréau (Maine-et-Loire), M. Godet, suppléant du juge de paix du canton nord-est de Saumur; — Du troisième canton de Metz, arrondissement de ce nom (Moselle), M. Nicolas-Richard Nicolas, notaire; — Du canton de Saint-Germain-Lembron, arrondissement d'Issoire (Puy-de-Dôme), M. Pierre-Claude-Alphonse Porté, notaire; — Du canton de Doudeville, arrondissement d'Yvetot (Seine-Inférieure), M. Octave-Auguste Terré, notaire; — Du canton de Fontaine-le-Dun, arrondissement d'Yvetot (Seine-Inférieure), M. Michel-Louis Giffard, notaire, maire; — Du canton de la Chapelle-la-Reine, arrondissement de Fontainebleau (Seine-et-Marne), M. Pierre-Guy-Pasquet, notaire; — Du canton de Roisel, arrondissement de Péronne (Somme), M. Emile-Gésar Camus, ancien notaire; — Du canton de Causade, arrondissement de Montauban (Tarn-et-Garonne), M. Frédéric Souliagou-Lafosse, licencié en droit, conseiller municipal; — Du canton d'Aups, arrondissement de Draguignan (Var), M. André Jean, membre du conseil d'arrondissement, adjoint au maire; — Du canton de Nexon, arrondissement de Saint-Vrieix (Haute-Vienne), M. Gabriel Deluret-Delfix, membre du conseil d'arrondissement, maire de Saint-Priest-Ligoure; — Du canton de Saint-Germain-les-Belles-Filles, arrondissement de Saint-Vrieix (Haute-Vienne), M. Jean-Baptiste-Alfred Brejat, maire de Saint-Germain.

Le même décret porte :

M. Jacquin, suppléant du juge de paix du canton de Planches, arrondissement d'Arbois (Jura), est révoqué.

## CHRONIQUE

### PARIS, 19 MARS

Le sieur Grenier, boucher, faubourg Saint-Antoine, 47, comparait aujourd'hui devant la 7<sup>e</sup> chambre de police correctionnelle, sous prévention de tromperie sur la quantité de la marchandise, dans les circonstances que vont faire connaître les deux pièces ci-après, dont M. l'avocat impérial Roussel a donné lecture au Tribunal.

La première est une lettre qui a dénoncé la fraude; la voici telle qu'elle :

Monsieur,

Je dois vous informer qu'il existe sous le plateau de la bascule, un morceau de viande qui fait le pas de la bascule au client de la maison de chez M. Grenier, faubourg Saint-Antoine, 47, où boucher. Il faudrait pour pouvoir saisir la bascule, côté gauche, en entrant, le prendre à l'improvise, car dès qu'il vous aperçoit il lève le plateau de la bascule et le morceau tombe de lui-même, car il n'y a que le fer et le plateau qu'il se lie, si vous pouvez la faire saisir le matin par une personne qu'il ne connaît pas, on serait sûr de le prendre en flagrant délit. Je crois rendre un service que de faire réprimer un abus qui est préjudiciable à tant de monde.

Recevez messieurs mes salutations,

Théophile Muller.

La seconde pièce est le procès-verbal de M. le commissaire de police; il est ainsi conçu :

Informé par la lettre anonyme ci-dessus, laquelle nous a été transmise par M. le vérificateur des poids et mesures des 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> arrondissements, à qui elle avait été adressée, que le sieur Grenier, marchand boucher, rue du Faubourg Saint-Antoine, 47, se livrait habituellement à une fraude ayant pour but de tromper les acheteurs sur les quantités de viande livrées, en introduisant entre le fer et le plateau de ses balances un morceau de viande qui en augmentait frauduleusement le poids, au détriment desdits acheteurs.

Nous sommes venus le directement dans l'état du sieur Grenier, accompagné du sieur Luchard, employé attaché à notre commissariat;

On étant, avons trouvé inoccupé, au milieu de sa boutique, le sieur Grenier qui, à notre approche, s'est dirigé vers sa balance, placée à gauche, au fond, balance du système dit Roberval, c'est-à-dire composée de deux plateaux reposés en cuivre, mobiles, reposés sur des branches de fer, en croix, laquelle se prête parfaitement à la fraude dénoncée.

Nous avons arrêté le sieur Grenier dans sa marche et l'avons invité à rester en place, de manière à nous laisser procéder à la vérification que nous nous proposons de faire; et

certaines, il n'avait rien de mieux à faire s'il se fût senti innocent.

Loin de là, à peine avions-nous quitté le sieur Grenier, nous retournant pour approcher de la balance dont il s'agit, que celui-ci, au moyen d'un long crochet, d'usage dans les états, décrocha, sans nécessité, un quartier de mouton placé parmi d'autres, perpendiculairement au-dessus de la balance et le laissa ou le fit tomber sur celle-ci; puis, en faisant mine d'enlever la viande tombée, souleva avec sa main droite l'un des plateaux et entraîna, avec le quartier de mouton, un morceau de viande plat et mou, qui tomba à nos pieds.

Nous devons dire, en toute sincérité, que, dans le mouvement si prompt des faits rapportés ci-dessus, nous n'avons pas vu se détacher de la balance, le morceau de viande tombé à nos pieds et ramassé à l'instant par le sieur Luchard; mais nous dirons aussi, en notre âme et conscience, que le sieur Grenier, par l'ensemble de ces mêmes faits, nous paraît coupable de la fraude dénoncée, et que les faits tout volontaires de sa part, n'avaient pour ré-ultat que de chercher à déjouer la preuve du délit, en faisant ainsi disparaître le morceau de viande qu'il avait frauduleusement placé sous le plateau de sa balance.

Nous avons dit que c'était sans nécessité que Grenier avait décroché le quartier de mouton susdésigné, c'est ce dont nous nous sommes assurés, en interpellant les quatre seules personnes étrangères à sa maison et présentes dans la boutique au moment de notre opération, lesquelles nous ont déclaré sans hésitation qu'aucune d'elles n'avait demandé de la viande de mouton.

En présence de ces faits, le sieur Grenier n'a cessé de protester de son innocence et de prévenir nos objections, en prétendant, bien que nous ne lui eussions pas fait connaître le motif de notre visite et de nos recherches, qu'il n'avait jamais mis de viande sous sa balance.

Lesieur Grenier, interrogé, affirme qu'il n'a rien à se reprocher; il a toujours, dit-il, donné à ses pratiques le comble de la marchandise vendue, et jamais on n'a constaté contre lui la moindre contravention.

Interpellé sur le fait d'avoir, sans nécessité, décroché la pièce de viande qui est tombée sur la balance, et ce, juste au moment où le commissaire de police lui disait de ne pas bouger, le sieur Grenier lui répond qu'en ce moment il était occupé à ranger son étalage, qu'une forte vente avait mis en désordre, et que le quartier de mouton qu'il tenait au bout de son crochet s'en était détaché par accident.

Le prévenu a fait assigner à sa décharge deux des personnes présentes dans sa boutique au moment de l'arrivée du commissaire de police. Ces témoins racontent purement et simplement le fait exposé dans le procès-verbal; ils ont bien vu le morceau de viande qui se trouvait sous le plateau, mais ils ignorent comment il était là.

M<sup>re</sup> Nogent Saint-Laurens a présenté la défense du prévenu.

Le Tribunal, sur les réquisitions de M. l'avocat impérial Roussel, a condamné le sieur Grenier à trois mois de prison et 50 fr. d'amende. Il a, en outre, ordonné l'affiche du jugement à 50 exemplaires, dont un à la porte du dit sieur Grenier, et les autres dans tous les marchés de Paris, le tout aux frais du condamné.

Ont été condamnés à la même audience, pour mise en vente de lait falsifié :

Le sieur Raymond, crémier, 165, rue St-Dominique, à six jours de prison et 50 fr. d'amende; — la femme Mercier, domestique au service du sieur Roussy, crémier, 3, rue d'Arcole, à six jours de prison et 50 fr. d'amende, et aux dépens solidairement avec le sieur Roussy, civilement responsable; — le sieur Cretté, laitier à Villejuif, Grande-Rue, 14, à 25 fr. d'amende, et le sieur Dupré, laitier, 101 bis, rue de la Pépinière, à 50 fr. d'amende; — enfin le sieur Gallay, épicer, 41, rue des Gravilliers, pour mise en vente de café falsifié, à huit jours de prison et 50 fr. d'amende.

M<sup>re</sup> Gobet possède un mari et un chien; l'un est doux, modeste, obéissant, caressant, fidèle, empressé; l'autre a les qualités contraires, ce qui n'a pas empêché la bonne dame de les confondre longtemps dans une même affection, tant est riche son cœur en trésors de clémence. Il y a trois mois, son bonheur a été un moment troublé : Loulou était sorti avec son maître et n'était pas rentré. A l'instant, par les soins de M<sup>re</sup> Gobet, les murs de Paris sont couverts d'une affiche jaune, annonçant une récompense de 30 francs à qui lui ramènerait Loulou. Le soir même de la pose de l'affiche, Loulou était ramené à sa maîtresse par une vieille femme qui recevait les 30 francs promis. Des deux parts on se quittait satisfait, bien que M<sup>re</sup> Gobet ne comprît pas bien comment Loulou, que son maître avait déclaré avoir perdu aux Champs-Élysées, eût été trouvé, au dire de la vieille femme, dans les environs de la place Royale.

A quelques jours de là, nouveau malheur. Malgré les recommandations de M<sup>re</sup> Gobet à son mari de surveiller Loulou dans ses promenades, Loulou est de nouveau perdu. Nouvelles affiches jaunes, nouvelle promesse de 30 francs de récompense, nouvel émissaire qui ramène Loulou et reçoit les 30 francs. Cette fois, Loulou, disait l'émissaire, avait été trouvé au bois de Vincennes, bien que M. Gobet déclarât que c'était toujours aux Champs-Élysées que le fougereux Loulou avait rompu son ban pour courir après une jeune épagnole.

Loulou une seconde fois rentré au logis, il fut décidé par M<sup>re</sup> Gobet qu'il ne sortirait plus qu'avec elle. Mais ce qui est écrit est écrit. Il était écrit que Loulou se perdrait une troisième fois, comment? On ne sait, mais il fut perdu.

Cette fois, M<sup>re</sup> Gobet pleura, se désola, mais n'eut plus recours aux affiches jaunes, regrettant de grand cœur les sacrifices qu'elle avait faits pour un ingrât qui lui préférait de jeunes épagnoles. A son grand étonnement, cependant, comme à son grand plaisir, malgré l'absence d'affiches et de récompense, Loulou fut encore ramené, non pas chez elle, mais chez sa portière, par un troisième émissaire resté inconnu. C'était beaucoup de générosité, et M<sup>re</sup> Gobet regrettait grandement de ne pas connaître l'honorable personne capable d'une si digne action.

M<sup>re</sup> Gobet devait avoir le bonheur de connaître cette honorable personne. Il y avait deux mois que Loulou était rentré à la maison, lorsque M<sup>re</sup> Gobet décida qu'on irait faire une promenade à Asnières, en famille; cela voulait dire M<sup>re</sup> Gobet, M. Gobet et Loulou. Les billets pris à l'embarcadere, on passe dans la salle d'attente. M<sup>re</sup> Gobet tenait Loulou en laisse, cherchant à le dissimuler par l'ampleur de sa crinoline, se promettant bien de le faire voyager en contrebande, pour lui éviter l'emprisonnement cellulaire; mais Loulou avait flairé de loin une autre crinoline et tendait sa laisse à la rompre, poussant de petits cris où se confondaient les accents du plaisir et de la détresse. La crinoline flairée tournait le dos, affectant de ne pas s'apercevoir de l'attention dont elle était l'objet.

Cette affectation fut remarquée de M<sup>re</sup> Gobet qui, à son tour, flairant un mystère, lâcha la bride à Loulou. A l'instant celui-ci se précipita vers une jeune dame de vingt bonnes années plus jeune que sa maîtresse, l'aborde comme une vieille connaissance, c'est-à-dire de ses quatre pattes et de son museau qu'il enfonce dans la crinoline pour en opérer l'escalade et arriver jusqu'à la blanche main dont il sollicite les caresses. Mais la jeune dame étonnée, visiblement embarrassée, loin de répondre aux avances de Loulou, ne parait préoccupée que du soin de réprimer les désordres, qu'il occasionne dans sa toilette. Le chien persiste; la dame se déconcerte, et, dans un moment de colère, repoussant du pied le quadrupède,

elle s'écrie : « Mais veux-tu bien t'en aller, vilain Loulou ! »

« Loulou ! se dit M<sup>re</sup> Gobet; elle sait son nom ! elle a dit Loulou ! Est-ce que ce serait là la jeune épagnole des Champs-Élysées ? » En faisant cette réflexion, M<sup>re</sup> Gobet regarde son mari qui, la tête plongée dans son mouchoir, cherchait à calmer une affreuse quinte de grippe. « Plus de doute, se dit M<sup>re</sup> Gobet, je sais tout. »

Elle ne savait pas tout, madame Gobet, mais Loulou l'avait mise sur la piste et elle devait tout savoir. Elle sut donc que Loulou n'avait pas quitté son maître pour courir après une jeune épagnole; que c'était son maître qui, au contraire, l'avait conduit chez une jeune dame, qu'il l'y avait laissée trois fois; que là, il y avait eu une spéculation concertée, une prime levée sur l'affection bien connue de M<sup>re</sup> Gobet pour son quadrupède. La spéculation avait été bonne; deux fois la jeune dame avait touché la prime, en tout 60 fr., dont elle avait abandonné une partie à sa portière, puis M<sup>re</sup> Gobet s'étant lassée de primer, la jeune dame, à la troisième fois, avait généreusement renvoyé Loulou à sa maîtresse, sans même exiger le prix du logement et de la nourriture.

Tout ceci connu, M<sup>re</sup> Gobet trouva peu plaisant de payer de ses deniers les visites de son mari chez une jeune dame, qui, pour toute recommandation, ne peut rapporter qu'un ordre de début dans un des cafés chantants des Champs-Élysées, donné sous le nom de Stella Bourguignon.

Bien conseillée, M<sup>re</sup> Gobet eût laissé Stella Bourguignon à ses débuts; mal conseillée, elle a porté une plainte en vol et en escroquerie contre cette demoiselle, et, comme M. Gobet a jugé à propos de visiter l'Italie, elle se présente devant le Tribunal correctionnel munie d'une autorisation pour ester en justice.

A cette formidable accusation de vol et d'escroquerie, M<sup>re</sup> Stella a répondu avec la plus grande calme et la plus rigoureuse logique : « Je ne connais pas M<sup>re</sup> Gobet; M. Gobet venait chez moi; il m'avait promis des cadeaux à raison de 100 fr. par mois; se trouvant toujours en retard et se plaignant toujours de sa femme, qui tenait la bourse, il m'a amené trois fois son chien pour que j'aie la récompense et que je le rabatte sur son compte. J'ai fait ce que m'a dit M. Gobet, qui avait tout droit sur l'argent du ménage, étant, selon ce qu'il m'a dit, le chef de la communauté. »

Telle qu'elle est, cette défense a été accueillie par le Tribunal, qui a pensé que le vol et l'escroquerie étaient plutôt le fait du mari que de la prévenue, qui, au grand regret de M<sup>re</sup> Gobet, a été renvoyée indemne de la plainte, sauf une bonne semonce de la part de M. le président.

Ce matin, de nombreux détachements de tous les corps en garnison à Paris se sont rendus dans la grande cour de l'Ecole-Militaire à l'effet d'assister à l'exécution de divers jugements rendus par les deux Conseils de guerre de la division contre sept militaires condamnés à des peines afflictives et infamantes et à celle des travaux publics.

A neuf heures, tous les détachements ayant formé un grand carré, une voiture cellulaire, escortée d'un piquet de gendarmerie, s'est présentée dans la cour; et le carré s'étant ouvert, les condamnés ont été placés sur une même ligne. En même temps le commissaire impérial près le premier Conseil de guerre, M. Poussielgue, capitaine-substitut, assisté de M. Rivalin, greffier, s'est approché du peloton des condamnés, et un roulement de tambours a annoncé à la troupe que la justice militaire allait exécuter les jugements de condamnations.

Le premier condamné était l'ex-sous-officier Maraige, frappé de cinq années de travaux forcés, comme coupable de faux en écritures administratives et de détournement de 3,000 francs de tabacs. Il a été procédé à la dégradation militaire. Puis le greffier a donné lecture du jugement du 1<sup>er</sup> Conseil de guerre qui a condamné à cinq années de recluse Louis Gauthier, grenadier au 3<sup>e</sup> régiment de la garde impériale, coupable de vol au préjudice d'un supérieur, Gauthier, qui s'était distingué dans la guerre de Crimée, où il avait été décoré de la médaille militaire, à non seulement subi la dégradation militaire, mais il a été préalablement déclaré indigne de porter cette décoration, qui lui a été enlevée par un caporal.

Après ces deux exécutions, les nommés Deguet de Coulon, ex-sergent au 85<sup>e</sup> de ligne, condamné à quatre ans de travaux publics; Charles Barry, fusilier au 35<sup>e</sup> régiment, condamné à trois ans de la même peine, et trois autres militaires frappés également de condamnations aux travaux publics, ont entendu la lecture de leurs jugements; ils étaient revêtus du costume spécial de l'atelier auquel ils sont destinés.

Les troupes ont défilé devant le front des condamnés; Maraige et Gauthier ont été remis aux agents de la police, qui les ont transportés au dépôt de la Roquette, et les autres cinq condamnés, qui ne sont pas exclus des rangs de l'armée, ont été réintégrés dans la maison de justice militaire, d'où ils seront dirigés sur l'Algérie.

Deux machinistes d'un théâtre du boulevard du Temple retournaient à leur domicile hier entre onze heures et minuit, lorsqu'en passant sur le pont d'Angoulême, l'un d'eux vit à une certaine distance, flottant sur le canal, un objet dont il ne put distinguer la forme. Vouant à éclaircir leurs doutes à ce sujet, ils se dirigèrent tous deux vers ce point et reconnurent que cet objet n'était autre que le corps d'une femme qu'ils enlevèrent aussitôt et portèrent dans une maison voisine, pour lui faire donner des secours s'il en était encore temps.

Le commissaire de police de la section des théâtres, prévenu, vint en toute hâte avec un médecin, qui constata que cette femme avait cessé de vivre depuis plusieurs heures, et que la mort était le résultat de l'asphyxie par submersion. On poursuivit son enquête; le magistrat ne tarda pas à apprendre que la victime était une veuve M..., âgée de soixante-huit ans, domiciliée rue Volta, qui, en suivant les bords du canal, dans la soirée, était tombée accidentellement dans l'eau où elle avait péri.

Dans l'après-midi du même jour, on avait eu aussi à constater un autre cas de mort accidentelle dans le quartier de l'Hôtel-de-Ville. Un ouvrier charpentier, le sieur Pierre Pagot, âgé de quarante-huit ans, étant occupé à des travaux de son état dans la caserne en construction derrière l'Hôtel-de-Ville, était tombé de la hauteur du 3<sup>e</sup> étage sur le sol, où il était resté étendu sans mouvement. Un médecin lui avait prodigué immédiatement les secours de l'art, mais sans succès; la victime avait eu dans sa chute le bras et la jambe droite fracturés, la colonne vertébrale rompue, et sa mort avait été déterminée à l'instant même. Le sieur Pagot était père de deux enfants dont il était l'unique soutien.

## DEPARTEMENTS.

AISNE. — Un triste événement vient d'avoir lieu à Braine dans une maison occupée par M. Delamany, percepteur des contributions, et par M<sup>re</sup> Legros, marchande lingère. Une personne employée au service de M. Delamany ayant remarqué, l'un de ces derniers soirs, qu'il s'exhalait d'une pièce inhabitée une forte odeur de fumée, se hâta d'en donner avis. A peine eut-on fait les recherches nécessaires pour découvrir d'où provenait cette odeur, qu'on s'a-



